

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de son approbation.

L'article 3 produit ses effets à partir du 31 janvier 2021.

L'article 10 produit ses effets à partir du 5 mars 2021.

Art. 12. Le ministre flamand compétent pour l'enseignement est chargé d'exécuter le présent arrêté.

Bruxelles, le 23 avril 2021.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand,

B. WEYTS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/31350]

29 AVRIL 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'aide à la jeunesse dans le cadre de la seconde vague de la crise de la COVID-19

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, article 149, §§ 5, 6 et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 23 janvier 2019 relatif aux subventions et interventions pour frais individuels liés à la prise en charge d'enfants et de jeunes;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 2019 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subvention pour les services de formation et de perfectionnement visés à l'article 145 du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse

Vu le test genre du 7 décembre 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 décembre 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 décembre 2020;

Vu l'avis du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 25 février 2021;

Vu la concertation prévue par l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières;

Vu l'avis n^o 69.046/2 du Conseil d'Etat, donné le 13 avril 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les services agréés de l'aide à la jeunesse ont dû et doivent encore faire face durant la pandémie liée à la propagation du coronavirus COVID-19 et la crise sanitaire qui en découle, à des investissements dans du matériel de protection individuel et collectif; que ces achats ont entraîné des coûts supplémentaires et exceptionnels;

Considérant le mécanisme de glissement entre les frais de personnel et les dépenses de fonctionnement pouvant être prises en considération dans le calcul de la subvention définitive pour frais de personnel, prévu à l'article 56, § 3, de l'arrêté du Gouvernement du 5 décembre 2018, précité et les plafonds renseignés pour les services résidentiels et les services non résidentiels;

Considérant le mécanisme de glissement entre les frais de personnel et les dépenses de fonctionnement pouvant être prises en considération dans le calcul de la subvention définitive pour frais de personnel, prévu à l'article 27, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 2019 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subvention pour les services de formation et de perfectionnement visés à l'article 145 du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse et les plafonds renseignés pour les services de formation;

Considérant qu'il convient de permettre pour les années 2020 et 2021 d'augmenter ces plafonds afin de soulager les finances des services agréés de l'aide à la jeunesse;

Considérant que cette mesure doit être rétroactive au 1^{er} décembre 2020 afin d'une part, de rendre effectif ce glissement entre les frais professionnels et les frais de fonctionnement pour l'année 2020 et d'autre part, de permettre aux services agréés de justifier les frais engagés dans l'achat de matériel de protection dans le cadre de la subvention qui leur a été octroyée pour l'année 2020;

Considérant par ailleurs, que suite aux mesures sanitaires prises dans le cadre de la crise de la COVID-19, de nombreux services de l'aide à la jeunesse n'ont pu proposer aux enfants et jeunes hébergés par leurs soins de participer à des activités culturelles, sportives ou de profiter de vacances quelles qu'elles soient;

Considérant que les mesures sanitaires et les effets parfois négatifs qui en découlent peuvent être ressentis de manière encore plus accrue par ces jeunes et enfants;

Considérant qu'il paraît nécessaire, lorsque la situation sanitaire l'autorisera, de permettre à ces jeunes et enfants de sortir de cette routine de crise en participant à des activités sportives ou culturelles différentes de ce qu'ils pourraient avoir l'habitude de connaître et de bénéficier de vacances plus « exceptionnelles »;

Considérant dès lors qu'il convient d'autoriser aux services agréés, qui ont pour mission d'héberger collectivement ou individuellement des enfants et des jeunes, d'accompagner ceux-ci en autonomie et d'accompagner les accueillants familiaux, d'augmenter significativement pour l'année 2020 le plafond du montant à reporter d'année en année par tranche de 15 situations agréées, tel que prévu à l'article 11, § 3, de l'arrêté du Gouvernement du 23 janvier 2019, précité;

Considérant que cette mesure doit être rétroactive au 1^{er} décembre 2020 afin de permettre le report pour l'année 2020;

Sur proposition de la Ministre de l'Aide à la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour les années 2020 et 2021, par dérogation à l'article 56, § 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les services résidentiels peuvent puiser dans la subvention pour frais de personnel jusqu'à 15% du montant de la subvention pour frais de fonctionnement et affecter cette somme à des frais de fonctionnement.

Pour les années 2020 et 2021, par dérogation à l'article 56, § 3, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018, précité, les services non résidentiels peuvent puiser dans la subvention pour frais de personnel jusqu'à 10% du montant de la subvention pour frais de fonctionnement et affecter cette somme à des frais de fonctionnement.

Art. 2. Pour les années 2020 et 2021, par dérogation à l'article 27, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 2019 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de formation et de perfectionnement visés à l'article 145 du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les services de formation peuvent puiser dans la subvention pour frais de personnel jusqu'à 10% du montant de la subvention pour frais de fonctionnement et affecter cette somme à des frais de fonctionnement.

Art. 3. Pour l'année 2020, le montant de 5.700 euros prévus à l'article 11, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2019 relatif aux subventions et interventions pour frais individuels liés à la prise en charge d'enfants et de jeunes est porté à 11.400 euros. Ce montant est exclusivement destiné à couvrir les frais journaliers d'entretien et d'éducation de l'enfant ou du jeune.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} décembre 2020.

Art. 5. La Ministre de l'Aide à la jeunesse est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 avril 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/31350]

29 APRIL 2021. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de hulpverlening aan de jeugd in het kader van de tweede golf van de COVID-19-crisis

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, artikel 149, §§ 5, 6 en 9;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 2019 betreffende de subsidies en tegemoetkomingen voor individuele kosten in verband met de tenlasteneming van kinderen en jongeren;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 2019 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies en vervolmakingsdiensten bedoeld in artikel 145 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Gelet op de « gendertest » van 7 december 2020 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 december 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 17 december 2020;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, gegeven op 25 februari 2021;

Gelet op het overleg bedoeld in het kadersamenwerkingsakkoord van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn;

Gelet op het advies nr. 69.046/2 van de Raad van State, gegeven op 13 april 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de erkende jeugdhulpdiensten te kampen hadden en nog moeten krijgen tijdens de pandemie die verband houdt met de verspreiding van het coronavirus COVID-19 en de daaruit voortvloeiende gezondheids crisis, met investeringen in persoonlijke en collectieve beschermingsmiddelen; dat deze aankopen tot extra en uitzonderlijke kosten hebben geleid;

Overwegende het glijdende mechanisme tussen de personeelskosten en de werkingskosten waarmee rekening kan worden gehouden bij de berekening van de definitieve subsidie voor personeelskosten, voorzien in artikel 56, § 3, van het bovenvermelde besluit van de Regering van 5 december 2018 en de vermelde plafonds voor residentiële en niet-residentiële diensten;

Overwegende het glijdende mechanisme tussen de personeelskosten en de werkingskosten waarmee rekening kan worden gehouden bij de berekening van de definitieve subsidie voor personeelskosten, bedoeld in artikel 27, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 2019 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies voor de vormings- en vervolmakingsdiensten bedoeld in artikel 145 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming en de vermelde plafonds voor de opleidingsdiensten;

Overwegende dat het mogelijk moet worden om in de jaren 2020 en 2021 deze plafonds te verhogen om de financiën van erkende jeugdhulpdiensten te verlichten;

Overwegende dat deze maatregel terugwerkende kracht tot 1 december 2020 moet hebben om enerzijds deze verschuiving tussen beroeps- en werkingskosten voor het jaar 2020 effectief te maken en anderzijds om erkende diensten in staat te stellen de gemaakte kosten te rechtvaardigen bij de aankoop van beschermingsmiddelen in het kader van de subsidie die hun voor het jaar 2020 wordt toegekend;

Overwegende dat als gevolg van de gezondheidsmaatregelen die in het kader van de COVID-19-crisis werden genomen, veel jeugdhulpdiensten kinderen en jongeren die door hen werden opgevangen niet de mogelijkheid hebben kunnen bieden om deel te nemen aan culturele activiteiten, sportactiviteiten of van vakantie te genieten;

Overwegende dat de gezondheidsmaatregelen en de soms negatieve effecten die eruit voortvloeien, nog intenser kunnen worden gevoeld door deze jongeren en kinderen;

Overwegende dat het noodzakelijk lijkt, wanneer de gezondheidstoestand het toelaat, deze jongeren en kinderen in staat te stellen uit deze crisisroutine te stappen door deel te nemen aan sport- of culturele activiteiten die verschillen van wat zij misschien gewend zijn, en te profiteren van meer "uitzonderlijke" vakantie;

Overwegende dat het passend is om de erkende diensten, die als opdracht hebben kinderen en jongeren collectief of individueel op te vangen, hen in zelfstandigheid te begeleiden en de gezingsverzorgers te begeleiden, toe te staan het plafond van het van jaar tot jaar over te dragen bedrag per schijf van 15 erkende situaties, zoals bepaald in artikel 11, § 3, van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 2019, voor het jaar 2020 aanzienlijk te verhogen;

Overwegende dat deze maatregel terugwerkende kracht moet hebben tot 1 december 2020 om de overdracht voor het jaar 2020 mogelijk te maken;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de jaren 2020 en 2021, in afwijking van artikel 56, § 3, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, kunnen de residentiële diensten tot 15% van het bedrag van de subsidie voor werkingskosten halen uit de subsidie voor personeelskosten en dit bedrag gebruiken voor werkingskosten.

Voor de jaren 2020 en 2021, in afwijking van artikel 56, § 3, derde lid, van het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018, kunnen de niet-residentiële diensten tot 10% van het bedrag van de subsidie voor werkingskosten halen uit de subsidie voor personeelskosten en dit bedrag gebruiken voor werkingskosten.

Art. 2. Voor de jaren 2020 en 2021, in afwijking van artikel 27, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 2019 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies voor de vormings- en vervolmakingsdiensten bedoeld in artikel 145 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, kunnen de opleidingsdiensten tot 10% van het bedrag van de subsidie voor werkingskosten halen uit de subsidie voor personeelskosten en dit bedrag gebruiken voor werkingskosten.

Art. 3. Voor het jaar 2020 wordt het bedrag van 5.700 euro bedoeld in artikel 11, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 2019 betreffende de subsidies en tegemoetkomingen voor individuele kosten in verband met de fenlasteneming van kinderen en jongeren tot 11.400 euro verhoogd. Dit bedrag is uitsluitend bestemd om de dagelijkse onderhouds- en opvoedingskosten van het kind of de jongere te dekken.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 2020.

Art. 5. De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 april 2021.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY